

## **BURUNDI, DES PREPARATIFS ELECTORAUX SUR FOND DE POLEMIQUES**

*Nicolas Hayajandi*

La pratique électorale constitue une réalité relativement récente au Burundi. En effet, depuis les années 1960, des élections étaient organisées à des périodes très peu régulières, pour des législatives essentiellement. Ce n'est qu'en 1993 que la procédure électorale fut aussi étendue à l'instance présidentielle avec le processus de démocratisation de la vie et des institutions politiques burundaises.

Dans cette perspective, 2005 connut aussi une élection présidentielle mais le président était élu par les deux chambres du parlement burundais (l'Assemblée Nationale et le Sénat), conformément aux dispositions de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi.

Au moment où les institutions issues des élections de 2005 approchent la fin de leur mandat, les préparatifs pour la mise en place des nouvelles institutions sont déjà en cours. Ceux-ci ont, dès le départ, été entachés de beaucoup d'irrégularités et de dérapages qui ont souvent mis aux prises les différents militants des partis politiques, en l'occurrence ceux des partis CNDD-FDD, de l'UPD, et du FRODEBU. Des intimidations et des agressions verbales voire physiques à l'endroit de ceux qui semblaient opposés au parti politique CNDD-FDD ont régulièrement été observées et dénoncées. A ce sujet, l'intérieur du pays a été le plus touché et concerné par ces affrontements. Des responsables politiques et/ou administratifs ont eux-mêmes versé dans des querelles partisans. Les associations de la société civile burundaise et les médias ont été mobilisés pour dénoncer ce genre de comportement mais sans pouvoir changer ce climat de tension.

### **Les points saillants**

Après la mise en place de la Commission électorale indépendante (CENI), il a été question de s'entendre sur le déroulement des élections et surtout des étapes à suivre pour la mise en place des institutions de la base au sommet. Cette question a suscité beaucoup de polémiques et le consensus n'a été dégagé qu'à la suite de nombreux pourparlers entre des acteurs différenciés et intéressés.

Des divergences sur la perspective électorale ont commencé à se manifester quand les membres du CNDD-FDD, parti dont est issu le Président de la République du Burundi, étaient régulièrement accusés de mener des activités faisant penser à la campagne électorale avant le démarrage officiel de cette échéance. Pour les tenants de ces accusations, la situation était d'autant plus alarmante que le CNDD-FDD se servait des moyens de l'Etat pour mener des activités du parti.

De plus, certains partis ont du mal à s'entendre sur les candidats à présenter et comptent organiser des congrès pour dénouer cette question. Celle-ci est d'autant plus problématique que certains responsables politiques sont en conflit de légitimité et rivalisent d'influence auprès de leurs membres. Malgré ces divisions internes au sein de certaines formations politiques, d'autres partis politiques se disant de l'opposition dénoncent l'attitude du CNDD-FDD à leur égard. C'est dans cet esprit que le CNDD, le FRODEBU, l'UPRONA, le FNL et

le MSD (Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie) ont rendu public un communiqué accusant le parti CNDD-FDD (Conseil National Pour la Défense de la Démocratie- Forces Pour la Défense de la Démocratie) de malmener les autres partis en entravant leurs activités. C'est dans ce contexte d'injustice et de suspicion que les inscriptions pour les prochaines élections ont été organisées et menées. Et au moment où cette activité vient de prendre fin, il convient de noter quelques irrégularités ayant marqué cette étape.

### **Quelques observations sur le déroulement de l'inscription.**

L'inscription des électeurs a été précédée par la distribution des cartes nationales d'identité qui devraient être présentées lors de l'inscription pour les élections. A ce niveau, on a dénoncé l'octroi des cartes d'identité à des étrangers et des jeunes qui n'ont pas encore l'âge requis pour prendre part aux élections politiques mais qui sont susceptibles de voter en faveur du parti CNDD-FDD aux affaires aujourd'hui.

L'enrôlement des électeurs a aussi démarré dans un climat de manque d'enthousiasme où ceux qui se faisaient inscrire semblaient hésitants et réticents. En effet, pour certains, il fallait d'abord connaître les candidats aux élections pour pouvoir s'inscrire. Pour d'autres, les élections en préparation sont sans enjeu et tout semble être joué à l'avance. A ce sujet, quelques propos décourageants étaient souvent tenus avec des intentions peu dissimulées. Pour les uns, le Président est déjà là et les élections ne sont pas nécessaires, pour d'autres le résultat est déjà connu, pour d'autres encore, il ne fallait même pas prendre les cartes d'identité ou se faire inscrire parce que l'administration ne fait que le recensement de la population ; opération qui doit se faire en joignant la population à leur domicile alors que pour l'obtention de ces cartes d'identité nationale, il fallait se rendre sur le chef-lieu de la commune ou à un autre lieu préalablement fixé. Tous ces propos ont été récupérés et contredits par les responsables politiques et/ou administratifs comme pour rassurer ceux qui hésitaient encore. C'est d'ailleurs ce genre de discours qui a été privilégié par le Président de la République lui-même. En effet, depuis que les élections de 2010 ont été évoquées, celui-ci a toujours assuré que ces dernières seraient bien organisées et qu'elles se dérouleraient dans le calme et la tranquillité. Si de tels propos sont assez rassurants, il n'est pas facile de leur accorder tout le crédit nécessaire alors que des affrontements entre les membres de certains partis commençaient avant même la campagne électorale. De plus, ces propos ne suffisaient pas pour faire oublier le cauchemar qu'a vécu la population burundaise au lendemain des élections de juin 1993.

Plusieurs Burundais attendent la fin des élections pour mettre en œuvre certaines initiatives privées en faveur du développement comme la construction des maisons, l'investissement dans le commerce et tout autre projet requérant de gros moyens. Cela témoigne sans conteste d'une certaine crainte et inquiétude qui accompagne cette période. Toutefois, une autre opinion manifeste aussi l'intention de vouloir en finir avec le régime actuel et souhaite l'arrivée de l'échéance électorale en vue du renouvellement du système. Pour la suite des activités préparatoires des élections de 2010 au Burundi, on semble s'en tenir au principe du *wait and see* avec tout le pessimisme et les inquiétudes qui l'accompagnent en général et pour le cas de la période électorale du Burundi en particulier.

S'agissant des effectifs des inscrits au rôle d'électeurs, les résultats provisoires sont déjà communiqués par la commission électorale nationale indépendante. Ces derniers sont estimés à plus de 3.500.000 inscrits (dont environ 1.826.434 femmes et 1725.950 hommes). Il s'agit

des résultats pour le moins impressionnants au regard de cette forte participation des femmes à des activités à caractère politique. D'après les précisions de la CENI, les résultats définitifs seront publiés ultérieurement. Mais d'ores et déjà les organisateurs ont exprimé un sentiment de satisfaction pour dire que l'opération s'est bien déroulée, que presque toute la population attendue s'est fait inscrire. S'agit-il d'une stratégie imaginée pour rassurer davantage ou convaincre l'opinion que la population a fini par s'intéresser à l'élection ? On se souviendra seulement que la période qui avait été initialement prévue pour l'inscription a été prolongée de quelques jours parce qu'elle s'était terminée sans que l'on puisse inscrire même la moitié des effectifs attendus...

### **Sigles utilisés**

Le MSD: Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie

L'UPD: Union pour la Paix et le Développement

Le FNL: Front de Libération Nationale

Le CNDD: Conseil National pour la Défense de la Démocratie

Le CNDD-FDD: Conseil National Pour la Défense de la Démocratie- Forces  
Pour la Défense de la Démocratie

L'UPRONA: Unité et Progrès National

Le FRODEBU: Front pour la Démocratie au Burundi